

ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET - 31 MARS 2008

Entités des NU chargées de mise en œuvre : BINUB (Section Intégrée Paix et Gouvernance) / PNUD		Domaine Prioritaire : Paix et Gouvernance	
Ministère de tutelle : Ministère de la Bonne Gouvernance, de l'Inspection Générale de l'Etat et de l'Administration Locale et le Ministère de la Justice			
Numéro du Projet : PBF/BDI/A-1		Titre du projet : <i>Appui au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations diverses à travers tout le Pays</i>	
Couverture géographique	Tout le pays		
Budget approuvé	1,500,000 US\$		
Date d'approbation/NY	18 mai 2007		
Date de démarrage	03 octobre 2007	Date prévue pour la clôture du projet	28 février 2009
Retard éventuel (mois)	4 mois	Commentaires	Retard dans le démarrage des activités de nouvelles institutions de lutte contre la corruption du fait du contexte politique et social tendu qui a empêché notamment les dotations financières nécessaires à temps. Malgré tout, sur les neuf commissariats régionaux prévus, 4 seront créés en avril 2008 et les 5 autres vers le dernier trimestre de l'année.

Réalizations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Réalisations
<p>Résultat 1 : Les jugements sont rendus dans les délais raisonnables, les cas de corruption/malversation diminuent et un bon climat d'affaires est instauré</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibiliser les équipements, les ressources humaines et financières et renforcer leurs capacités. • Déployer les agents de la Brigade sur le terrain. • Identifier les présumés coupables, instruire leurs dossiers et les transmettre à la Cour anti corruption. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités humaines, techniques et matérielles de la Cour et de la Brigade anti-corruption (formation, mise à disposition des véhicules, équipements informatiques; mobilier, organisation d'une formation et d'un échange d'expériences des cadres de la Cour et de la Brigade anti corruption en Afrique du Sud ; • Renforcement de la visibilité des activités de lutte contre la corruption à travers l'appui à la participation de la Brigade Spéciale anti-corruption dans des instances régionales des Institutions de lutte contre la corruption de l'Afrique de l'Est dont elle est devenue membre • Renforcement de la crédibilité des institutions de lutte contre la corruption qui ont traité 18 dossiers pour un montant d'environ 375.000.000 Fbu dont 119.000.000 Fbu recouvrés au profit du Trésor par les nouvelles institutions. Cela montre que leur impact.

<p>Résultat 2 : Population bien informée sur les nouveaux mécanismes, les acteurs de la corruption, changement de comportement et le nombre de cas de corruption et de malversation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les acteurs clés à tous les niveaux • Organiser 4 ateliers régionaux et 2 ateliers nationaux pour assurer la sensibilisation et le débat sur la loi portant prévention, répression des actes de corruption et infractions connexes, et la formulation éventuelle des propositions d'amendement ; • Organisation de 34 ateliers/réunions dans les communes du pays pour la sensibilisation de la population à la base 	<p>Des rencontres ont été initiées avec d'autres partenaires intervenant dans la lutte contre la corruption pour contribuer à une meilleure coordination dans ce domaine. Des discussions se sont déjà tenues dans ce sens avec DFID</p> <p>L'organisation de 2 ateliers nationaux et des ateliers régionaux est en cours de finalisation. Les termes ont été rédigés et validés. Le processus de sélection des agences d'exécution se fera durant le prochain trimestre.</p> <p><i>Activités de sensibilisation menées antérieurement.</i></p>
<p>Résultats 3 : Les synergies entre les OSCs de lutte anti corruption et les 2 structures gouvernementales sont recherchées et un cadre de concertation est créé.</p>	<p>renforcement des capacités de l'OLUCOME en lui fournissant les équipements et les autres ressources nécessaires à l'accomplissement de leur mission de lutte contre la corruption;</p> <p>Amélioration de la communication de l'OLUCOME par la création d'un site web ;</p> <p>appui aux campagnes médiatiques anti corruption.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Capacités de l'OLUCOME renforcées par la mise à disposition d'équipement informatique et du matériel roulant • Un appui apporté à l'OLUCOME a permis à celle-ci de mettre en place les comités locaux de surveillance des actes de corruption dans la province de Makamba.
<p>Taux d'exécution budgétaire : 45,33%</p>		

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats

Les institutions de lutte contre la corruption sont opérationnelles et leurs cadres comprennent mieux leurs rôles et responsabilités. L'impact de leurs actions se fait déjà sentir. Avec la mise en place de 4 Commissariats régionaux attendue en avril 2008, l'appui à la mise en place de comités locaux ainsi que les autres actions de sensibilisation qui seront menées durant le prochain trimestre, l'implication de la population dans les efforts de lutte contre la corruption sera plus importante pour plus d'efficacité dans les actions.

